

IV^e Sommet
des dirigeants religieux
à l'occasion du G8

Rome, 16 et 17 juin 2009

Appel final

Nous, dirigeants des religions et des traditions spirituelles du monde, réunis à Rome en cette veille du Sommet du G8 de 2009, nous déclarons solidaires dans notre engagement à l'égard de la justice et de la protection de la vie humaine, du bien commun et de la foi en la dignité, voulue par Dieu et inviolable, de tous les humains, de la conception à la mort.

Nous nous exprimons au nom de la grande partie de la famille humaine que représentent les membres de religions ou de traditions spirituelles. En ces temps de crise économique où l'on voit s'effondrer bien des sécurités, nous ressentons plus vivement encore l'acuité du besoin d'une orientation spirituelle. Nous sommes persuadés que la vie spirituelle et la liberté de l'exercer constituent la véritable garantie d'une authentique liberté. Une approche spirituelle peut satisfaire la soif de sens de la société contemporaine, tandis que le matérialisme, qui s'exprime souvent sous des formes idolâtriques, s'est révélé impuissant dans la présente crise.

Nous poursuivons l'important travail amorcé lors des réunions multireligieuses qui, tenues à la veille des Sommets du G8 (Moscou 2006, Cologne 2007, Sapporo 2008, Rome 2009), faisaient suite à d'autres tenues précédemment à Londres. Nous avons été convoqués par la Conférence des évêques d'Italie, aidée du ministère des Affaires étrangères, dont nous apprécions l'appui.

Nous souhaitons la bienvenue aux dirigeants des pays réunis à l'Aquila et prions Dieu qu'il les soutienne dans l'exercice de leurs responsabilités, en ces moments où ils se voient confrontés aux défis posés aujourd'hui à la famille humaine.

Nous avons entrepris notre réunion à L'Aquila en solidarité avec ceux qui y ont subi un séisme dévastateur, ainsi qu'avec tous les hommes et femmes du monde porteurs du fardeau de la souffrance.

Les politiques mondiales ont besoin, nous en sommes convaincus, d'un paradigme solide fondé sur des valeurs morales pour s'attaquer aux défis d'aujourd'hui. Nous pouvons invoquer la notion de solidarité partagée pour attirer l'attention sur le caractère global de nos préoccupations morales religieuses. C'est notre interprétation de cette solidarité partagée qui nous permet de faire les commentaires suivants sur des sujets d'importance capitale. Nous prêtons au terme de « sécurité » un sens nouveau. Nous y ajoutons le mot « partagée » pour attirer l'attention sur une conviction morale fondamentale selon laquelle le bien-être de chacun se rattache au bien-être de notre prochain et de notre environnement. La sécurité partagée est axée sur la relation fondamentale entre toutes les personnes et l'environnement. Elle comporte un respect global à l'égard de l'interrelation et de la dignité de toute la vie et reconnaît le fait fondamental en vertu duquel nous vivons tous dans un seul et même monde. Enfin, nous sommes convaincus qu'on ne saurait venir à bout de la violence que par ces éléments nécessaires et possibles que sont la compassion et le pardon.

La sécurité partagée se préoccupe de la chaîne entière des relations humaines, qui va de la relation entre individus jusqu'aux modes d'organisation des personnes en nations et en États. Il en ressort qu'en matière de relations internationales, la sécurité d'un acteur ne doit pas porter préjudice à celle d'un autre. Les leaders internationaux responsables de décisions de portée mondiale doivent agir dans la transparence et se montrer ouverts aux contributions de toutes les parties intéressées.

Ce sont les pauvres qui sont le plus affectés par la crise financière et économique actuelle. La solution de cette dernière repose sur un nouveau pacte financier qui (1) s'attaque résolument aux causes de la crise, (2) reconnaît le besoin de principes moraux fondamentaux, (3) inclut toutes les parties intéressées et (4) priorise l'urgent besoin d'une aide financière au développement. C'est notre conviction qu'en temps de crise économique et de désorientation spirituelle de l'ensemble de l'humanité, les religions peuvent et doivent offrir une contribution décisive à la quête du bien commun. Confrontés à cette crise, nous avons besoin de cette sagesse spirituelle dévolue aux grandes religions du monde pour tracer une voie éthique vers la justice et l'épanouissement de l'humanité. Concrètement, dans le cadre de la réforme du système financier, nous requérons instamment une action concertée capable de mettre un terme au système bancaire extraterritorial déréglementé. Quant à l'aide au développement, nous demandons l'Inclusion, en tant que partenaires, d'organisations de la société civile, particulièrement des communautés religieuses et de leurs organismes.

Dans la foulée des sommets religieux antérieurs, nous continuons de réclamer la réalisation des Objectifs de développement du millénaire. Promise pour 2015, elle accuse déjà un retard considérable. La crise actuelle est venue aggraver la situation de ceux qui devaient bénéficier des ODM. Qu'on nous permette d'insister : il est essentiel pour la vie de millions de personnes que les promesses des ODM se réalisent dans les délais prévus, et nous nous engageons à travailler à cet effet avec les dirigeants du G8.

Déjà durement touchée par la crise financière mondiale, l'Afrique risque de voir sa lutte contre la pauvreté gravement affectée par un impact négatif sur la croissance des pays qui la composent. Nous espérons que la communauté internationale placera l'Afrique au cœur de ses politiques de développement, en trouvant de nouvelles sources de coopération financière et en favorisant l'engagement des États et des sociétés civiles dans une perspective de renaissance du continent tout entier. Dans ce même contexte, nous souhaitons affirmer que le temps est venu de nous engager résolument dans le processus de guérison de l'ensemble de ce continent blessé.

Soixante-dix ans après le début de la grande tragédie humaine que fut la Seconde Guerre mondiale, suivie de nombreux autres conflits, causes de souffrances humaines, d'injustices et de pauvreté, nous invitons les pays à refuser de faire de la guerre une arme politique internationale et de faire tous les efforts possibles pour établir une paix juste pour tous. Nous croyons que les tentatives de domination militaire des mers, de l'espace et des territoires ou pays neutres créent des obstacles au désarmement nucléaire et conventionnel. Nous croyons en outre que le désarmement nucléaire et les efforts d'élimination des technologies et des initiatives militaires susceptibles de provoquer une nouvelle course aux armements pourraient aller de pair avec les efforts de promotion du désarmement nucléaire.

Nous appelons le Sommet du G8 à effectuer une rigoureuse mise en œuvre de politiques de réduction et de non-prolifération nucléaires avec, pour objectif, un désarmement nucléaire total. Les cinq États reconnus comme puissances nucléaires devraient travailler à réduire graduellement leurs armements nucléaires. Par ailleurs, les États possesseurs d'armements nucléaires qui ne se sont pas encore déclarés tels devraient le faire sans tarder, s'engager de même à les éliminer et souscrire au Traité de non-prolifération nucléaire. Nous requérons la prompte ratification et l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des essais nucléaires et s'engager à ne prendre aucune mesure menant à la reprise d'essais d'armements nucléaires.

Nous désirons signaler le sort déplorable du nombre toujours grandissant d'immigrants « illégaux » et l'absence de normes acceptables et uniformes visant à les protéger.

Nous demandons instamment qu'on respecte intégralement les droits et la dignité des personnes et qu'on instaure des mesures de partage des coûts à la suite de la réévaluation, par les États, de l'ensemble de leurs politiques à l'égard des résidents légaux et de l'immigration. Nous signalons que l'immigration

s'accroît et que les pressions écologiques sont susceptibles de l'accélérer considérablement.

Nous, représentants des religions et des traditions du monde, réunis en ces jours à Rome et confrontés aux menaces et aux défis d'un temps de crise sociale, réaffirmons notre engagement à travailler, aux côtés de toutes les personnes de bonne volonté, à l'instauration du bien commun. Dans cette conjoncture, nous demandons la création de mécanismes de dialogue entre les communautés religieuses, les dirigeants politiques, les organisations internationales et les structures de la société civile.

Notre force, la force d'hier, d'aujourd'hui et de demain, sera toujours celle d'une transformation des cœurs et d'une action commune fondée sur le dialogue.

Le dialogue est un art qui requiert du courage et qui amène les personnes à se voir mutuellement avec plus de lucidité, nous permettant ainsi d'offrir vie et espérance aux générations montantes.

Tel est notre engagement renouvelé; tel est l'appel que nous lançons au monde entier.

Nous nous engageons à nous réunir de nouveau au Canada en juin 2010.

Au nom des 120 délégués religieux,

Rome, 17 juin 2009

S. Exc. M^{gr} Vincenzo Paglia
Président de la Commission pour
l'œcuménisme et le dialogue
de la Conférence des évêques d'Italie,
Évêque de Terni-Narni-Amelia